

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse  
14 Rue Antoine Durenne  
55000 Bar-le-Duc

Bar-le-Duc, le 07/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **MEUSE COMPOST**

La Pelouse  
55190 VOID VACON

Références : CL/234-2022

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2022 dans l'établissement MEUSE COMPOST implanté La Pelouse 55190 VOID VACON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 25 mars 2022, l'inspection des installations classées a procédé au contrôle du respect d'un arrêté préfectoral de suspension d'activité du site Meuse compost de Void-Vacon.

A cette date, l'exploitant était toujours en infraction, l'inspection des installations classées a donc dressé les suites administratives prévues par le Code de l'environnement.

Le non respect de cet arrêté préfectoral de suspension d'activité relevant également d'un délit passible d'une amende de 100 000 € et deux ans de prison au regard de l'article L. 173-1 du Code de l'environnement, un procès verbal a été dressé à l'attention du procureur de la république.

Suite à ce procès verbal, le procureur de la république a souhaité la réalisation d'un nouveau contrôle sur site en partenariat entre l'inspection des installations classées et la gendarmerie nationale.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MEUSE COMPOST
- La Pelouse 55190 VOID VACON
- Code AIOT dans GUN : 0006207710
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Meuse Compost exploite une plateforme de compostage de déchets non-dangereux et de matières végétales brutes sur le territoire de la commune de Void-Vacon.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Broyage déchet mobilier	AP de Mise en Demeure du 18/05/2020, article 2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le 30 juin 2022, jour de ce nouveau contrôle, il n'a pas été constaté la présence de déchets de mobilier en bois et dérivés sur le site.

Pour en confirmer la bonne élimination, il reste à l'exploitant à transmettre les justificatifs de prise en charge des déchets.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Broyage déchet mobilier

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/05/2020, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Activité non-autorisée
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant désigné à l'article 1er du présent arrêté doit, dès notification du présent arrêté, suspendre l'exploitation des installations de transit, regroupement, tri et préparation (broyage) de déchets de mobilier en bois et dérivés sur le site de sa plateforme de compostage de déchets organiques à VOID-VACON jusqu'à l'obtention de la régularisation de leur situation administrative. Pour ce faire, l'exploitant est mis en demeure:</p> <p>1°/de cesser immédiatement tout apport de déchets de mobilier en bois sur ledit site,</p> <p>2°/dans le délai maximal d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, d'évacuer ou de faire évacuer vers des installations de traitement ou d'élimination dûment autorisées à cet effet, tous les déchets de mobilier en bois entreposés sur son site de VOID-VACON.</p> <p>L'exploitant doit communiquer au Préfet et à l'inspection des installations classées, au plus tard dans la semaine qui suit l'évacuation de ces déchets de mobilier de bois, les justificatifs de leur prise en charge par une installation dûment autorisée pour les recevoir.</p>
<p><b>Constats :</b> Le jour du contrôle, aucun déchet de mobilier en bois et dérivés n'était présent sur le site.</p> <p>Les justificatifs de leur prise en charge n'ont pas encore été transmis.</p>
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet